

Microfinance : Mythes et réalité

jeudi 12 janvier 2012, par [SABAI Danielle](#) (Date de rédaction antérieure : 11 janvier 2012).

Sommaire

- [La belle histoire du microcrédit](#)
- [La Grameen Bank](#)
- [Un business sur le dos des](#)
- [La promotion d'un "capitalisme](#)
- [Quels effets sur la pauvreté ?](#)
- [Quelles alternatives ?](#)

Depuis une quinzaine d'année, la micro-finance a été plébiscitée comme un moyen essentiel de sortir de la pauvreté par les institutions internationales comme la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI). Selon Muhammad Yunus, concepteur du microcrédit, et récompensé pour cela par le prix Nobel de la paix en 2006, avec le microcrédit, la pauvreté devait être reléguée dans une section du musée de l'Homme.

A partir des années 90, le concept a eu un véritable succès et s'est développé dans de nombreux pays en développement en Asie, puis en Amérique Latine et en Afrique. Aujourd'hui, il existe plus de 3000 institutions de microcrédit et avec la crise on voit ces officines se développer aussi dans les pays développés.

Des événements récents ont jeté une toute autre lumière sur la micro-finance et ses effets sur la pauvreté. A l'automne 2010, une vague de suicide a eu lieu dans l'État indien de l'Andhra Pradesh qui a le plus fort taux d'institutions de micro-finance en Inde. Plus d'une trentaine de paysannes ayant eu recours au microcrédit se sont suicidées parce qu'elles ne pouvaient plus faire face aux remboursements. Une première vague de 200 suicides avait déjà eu lieu en Andhra Pradesh en 2006 pour les mêmes raisons.

Au Bangladesh, Muhammad Yunus et Sheikh Hasina Wajed, la Première ministre, se sont affrontés pour le contrôle de la Grameen Bank, la principale institution de micro-finance, fondée en 1983 par Yunus. Le 2 mars, Yunus a été renvoyé de la banque malgré une bataille engagée jusqu'à la cours suprême et malgré le soutien que « le banquier des pauvres » a reçu de « puissants » tels que James Wolfensohn, ancien directeur de la BM, Hillary Clinton et Nicolas Sarkozy...L'image du microcrédit semble durablement écorné.

La belle histoire du microcrédit selon Yunus

Dans les années 70, Muhammad Yunus [1] était économiste à l'université de Chittagong. La grande famine qui toucha le Bangladesh en 1974-75 lui aurait fait prendre conscience du gouffre existant entre les théories économiques qu'il enseignait et la réalité vécue par des millions de bangladais. Une prise de contact avec des habitants de Jobra, un village proche de Chittagong lui aurait permis de « comprendre » que tous ces paysans étaient enfermés dans un cercle vicieux de pauvreté parce qu'ils ne disposaient pas d'un minimum de fonds pour pouvoir s'en sortir. Un dollar pourrait suffire à sortir de ce cycle infernal mais les paysans, exclus du système bancaire traditionnel, se retrouvaient à la merci d'usuriers dont les conditions pour emprunter les enfonçaient encore plus dans la

pauvreté.

Yunus aurait alors décidé de prêter aux pauvres et comme les banques refusaient d'accorder des crédits, il se serait porté garant pour les emprunts effectués. Cette expérience ne pouvait toutefois se réaliser à grande échelle, ce qui le conduisit à fonder une banque spéciale pour les pauvres en 1983. Ainsi naquit le premier établissement financier de microcrédit, la Grameen Bank, gram signifiant village en bengalis.

La Grameen Bank

Le site de la Grameen Bank [2], nous renseigne sur les principes fondateurs et le fonctionnement du microcrédit.

Le premier principe affirme que le crédit est un droit humain. Rien de moins. Ainsi, la Grameen banque remplirait une mission humanitaire en offrant aux familles pauvres, particulièrement à des femmes, un accès à un droit universel. Le crédit est délivré afin de permettre l'auto-entreprise (il s'agit de micro-entreprises) pour générer des revenus ou pour permettre l'accès au logement. Il est spécifié qu'il ne s'agit pas de crédits à la consommation.

Pour obtenir un crédit, l'emprunteur doit rejoindre un groupe d'emprunteurs « solidaires ». L'emprunt n'est pas basé sur un contrat légal mais sur la « confiance » avec la banque et entre les membres du groupe. Le crédit est obtenu parallèlement à un programme obligatoire et volontaire d'épargne de la part des emprunteurs.

Le résumé chiffré de la banque peut donner le vertige pour un pays aussi pauvre que le Bangladesh. En mars 2011, le nombre d'emprunteurs atteignaient 8,36 millions parmi lesquels 97 % de femmes. La banque a 2565 branches et travaille dans 81 379 villages du Bangladesh. Le nombre d'employés de la banque s'élève à 22 289. Depuis sa création, Grameen a déboursé l'équivalent de 10,52 milliards de dollars en emprunt et 9,32 milliards ont été remboursés. Entre avril 2010 et mars 2011 le montant des emprunts s'est élevé à 984,34 millions de dollars.

Depuis 1995, la Grameen Bank ne reçoit plus de fonds privés. Elle s'autofinance à 100 % à partir de ses dépôts. Plus de 55% des dépôts proviennent de l'épargne des emprunteurs eux-mêmes et le montant total des dépôts représente 147% des emprunts. Ce sont donc les pauvres eux-mêmes qui financent les emprunts.

Tous entrepreneurs à compte propre

Selon Mohammed Yunus et les partisans du microcrédit, la pauvreté n'est pas le résultat d'une exploitation outrancière mais le fait de l'exclusion des plus démunis du système capitaliste. « La pauvreté découle de l'incapacité des travailleurs à bénéficier des fruits de leur labeur, parce qu'ils n'ont pas le contrôle du capital » [3]. Il manque la petite impulsion monétaire qui permettrait à des millions de pauvres de part le monde de se transformer en autant d'entrepreneurs à compte propre. « Ce qu'il faut, ce sont des changements structureaux réels pour que les pauvres puissent accéder au marché de la même façon que les riches ».

« La pauvreté peut être éliminée, partout sans attendre. C'est uniquement une question de volonté politique. On ne supprime la misère qu'en donnant aux plus démunis les moyens de contrôler eux-mêmes leur destin. Ce n'est pas le travail en lui-même qui élimine la pauvreté, mais le capital dérivé de ce travail... ».

Pour résumer la philosophie de Yunus, la pauvreté pourrait être éliminée en aidant les pauvres à se transformer en auto entrepreneurs, ce que nous serions tous en puissance. La seule différence entre une femme bangladaise et un directeur d'entreprise serait l'accès au capital. Il faudrait donc

permettre à tous ceux qui en sont privés, l'accès au marché et au système bancaire.

Un business sur le dos des pauvres

L'insuffisance du système bancaire et la demande croissante de crédits des ménages pauvres ont favorisé le développement des institutions de microcrédit. En Inde [4] par exemple, le gouvernement évaluait en 2005 le nombre de personnes exclues du système bancaire traditionnel à près de 300 millions. Selon lui, 70% de la population rurale n'avait pas de compte de dépôts, 87% n'avait pas accès aux crédits bancaires et 55,1% des pauvres empruntaient de manière informelle (famille ou amis).

Le créneau est très profitable. C'est un business qui permet de faire beaucoup d'argent sur le dos des pauvres. L'investissement dans une institution de micro-finance donne une rentabilité des capitaux propres d'environ 20%. Le taux de remboursement des prêts est supérieur à 95%. Cela ne provient pas du fait que les pauvres seraient plus honnêtes que les autres et donc se feraient un point d'honneur à rembourser leur crédit. A la suite de la vague de suicides en Andhra Pradesh, les méthodes des institutions de microcrédits ont été mises en lumière et dénoncées : Des taux excessifs allant de 24% à 36% (mais pouvant avoisiner 75% comme c'est le cas de Compartamos Banco au Mexique) ; Des agents de prêts, rémunérés en fonction du nombre de clients, poussant des personnes insolvables à emprunter ; Le harcèlement physique et moral pour recouvrer les traites impayées...

Un projet d'essence néolibérale

Avec le microcrédit, nulle contestation de l'ordre établi, nulle proposition alternative au modèle capitaliste pour lutter contre la pauvreté. Pire, l'idée selon laquelle « l'aide sociale distribuée par de nombreux pays industrialisés, dont la France, permet aux démunis de survivre, mais pas d'éradiquer la misère » est révélatrice d'un projet néolibéral dans son essence. A aucun moment il n'est envisagé que l'État pourrait avoir un rôle à jouer pour éradiquer la pauvreté [5]. La microfinance investit là où l'État fait défaut : Pour accéder au logement, pour se soigner, pour payer la scolarité des enfants. Le cas de l'Inde est de ce point de vue édifiant. La micro-finance s'est développée dans les années 90 avec le tournant néolibéral. Dans les années 70, les banques nationalisées indiennes avaient un quota de crédits accordés aux zones rurales ainsi qu'aux petites entreprises et aux personnes les plus défavorisées. Le programme de développement rural intégré (IRDP) a été abandonné à la fin des années 80 et la libéralisation du secteur bancaire et financier a ouvert la porte aux intermédiaires privés [6].

La promotion d'un "capitalisme à visage humain"

En parallèle du microcrédit a émergé le concept de « business social ».

Dans son livre « Vers un nouveau capitalisme » Muhammad Yunus explique ce qu'il entend par là : « Un business social est une société qui ne distribue pas de dividendes. Elle vend ses produits à des prix qui lui permettent de s'autofinancer. Ses propriétaires peuvent récupérer la somme qu'ils ont investie dans l'entreprise après un certain temps mais nulle part de profit ne leur est versée sous forme de dividendes. Au lieu de cela, les profits réalisés par l'entreprise restent en son sein afin de financer son expansion, de créer de nouveaux produits ou services, et de faire davantage de bien dans le monde » [7].

Le business social est présenté comme un projet humanitaire et désintéressé. « Un business social est une entreprise qui répond à des besoins sociaux ». On trouve de telles sociétés dans la

commercialisation de police d'assurance maladie, l'accès à l'énergie ou le recyclage des déchets... De grandes entreprises telles que Danone, des grandes banques (CitiBank India par exemple) sont très favorables à des partenariats avec ces entreprises qui leur permettent de faire de l'argent tout en ayant un profil « social ».

En fait, les « business sociaux » n'ont de social que le nom. Ils opèrent sur les mêmes marchés que les autres entreprises et sont en concurrence avec. Pour survivre, ils doivent faire du profit donc être compétitifs... Comment, alors combiner la recherche de profits tout en remplissant une mission sociale ?

Si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que ces entreprises remplissent des fonctions qui devraient être de la responsabilité de l'État et pourraient faire l'objet de développement de services publics.

La micro-finance et les « business sociaux » se développent à cause de l'absence d'État comme au Bangladesh ou de son retrait comme en Inde à la fin des années 80.

Quels effets sur la pauvreté ?

Muhammad Yunus affirmait : « Nous avons juré que nos efforts auraient un impact important et mesurable sur la pauvreté. Plus spécifiquement, nous nous sommes engagés à aider 100 millions de familles à sortir de la pauvreté grâce au microcrédit et à d'autres services financiers. En nous fondant sur les estimations selon lesquelles environ 5 personnes bénéficient des effets positifs du microcrédit lorsqu'il concerne une famille (chiffre que l'expérience du monde en développement permet de considérer comme approximativement exact), nous pouvons espérer qu'un demi milliard d'individus sortiront de la pauvreté au cours de la prochaine décennie - ce qui correspond aux objectifs du millénaire pour le développement » [8].

Qu'en-est-il dans la réalité ?

En fait le microcrédit est rarement utilisé par les emprunteurs pour fonder une entreprise. Il est utilisé dans près de 8 cas sur 10 pour la consommation, la santé, le logement ou l'éducation. Cette utilisation ne génère aucun revenu qui permettrait de rembourser le prêt, d'où un accroissement de l'endettement des emprunteurs pauvres.

Derrière l'image « éthique » de la micro-finance le tableau est peu reluisant.

Le principe de groupe solidaire accroît la pression sur les emprunteurs chaque membre du groupe étant caution des autres. Ne pas rembourser signifie se couper de toute nouvelle source de crédit. Comme les familles ont accès à plusieurs organismes de microcrédit, elles empruntent à l'un pour rembourser l'autre. S'ensuit une spirale de la cavalerie.

Les prêts sont proposés de manière agressive aux pauvres sans réels contrôles de leur solvabilité. Les taux d'intérêts sont dans le meilleur des cas entre 24 et 36%, un taux jugé acceptable par Yunus et les autres promoteurs du microcrédit.

De plus en plus d'entreprises associent un produit de consommation au microcrédit correspondant. Du côté des ONG, il n'est pas rare que soit associé au prêt des produits tels que téléphones portables, poulets, etc... en les présentant comme des produits pouvant générer des sources de revenus. En réalité ils créent une dépendance à l'association. En fin de compte, le microcrédit favorise le surendettement, la cavalerie et la dépendance aux organismes financiers.

Plusieurs études indépendantes [9] ont tenté de déterminer quels sont les effets réels de la micro-finance dans la lutte contre la pauvreté. Deux équipes de chercheurs, ayant travaillé l'une en Inde et l'autre aux Philippines, ont basé leur étude sur la comparaison de deux populations, l'une ayant eu accès au microcrédit et l'autre se l'étant vu refusé. Les conclusions qui ressortent des deux études

sont convergentes, le microcrédit ne favorise pas la sortie de la pauvreté. Dans la plupart des cas, il a permis de faire des achats importants de biens durables. Il ne s'agit en aucun cas d'une frénésie de consommation. Au contraire, après avoir contracté un emprunt dans le cadre du microcrédit les études ont montré que les familles abandonnent certains petits plaisirs (thé, snack, tabac, noix de bétel...) pour rembourser l'emprunt qui a permis d'acheter des biens durables.

Après 18 mois aucune évolution significative de la vie des familles emprunteuses n'a été notée.

L'impact à plus long terme est en train d'être mesuré. L'emprunt de départ générera-t-il des revenus supplémentaires ? Les traites seront-elles trop lourdes ? Affaire à suivre.

Une autre étude réalisée par une économiste bangladaise travaillant aux États-Unis, Lamia Karim [10], apporte un éclairage nouveau. Surprise par le taux excessivement haut de recouvrement des emprunts, cette économiste a fait une enquête de terrain en 1997 puis est revenue en 2007 pour poursuivre son étude. Rejetant le discours selon lequel il y aurait une corrélation naturelle entre la pauvreté et l'honnêteté, Karim a mis en lumière une réalité bien plus sordide qu'elle nomme l'« économie de la honte ».

L'étude montre que les prêts sont accordés dans 97% des cas aux femmes mais que 95% des demandes sont faites par le mari ou le fils de famille. L'extension des prêts aux femmes bangladaises peut avoir des conséquences très défavorables pour elles. Les organismes de micro-finance exploitent en fait le code social de l'honneur et de la honte en vigueur au Bangladesh, les femmes étant les garantes de l'honneur des familles. Comme les femmes sont tenues responsables en cas de non remboursement, les agents de recouvrement n'hésitent pas à les humilier publiquement pour obtenir le remboursement des traites impayées.

Quelles alternatives ?

Les études indépendantes permettent de démystifier les discours lénifiants sur le microcrédit et les vagues de suicides qui ont eu lieu dans l'État d'Andhra Pradesh illustrent malheureusement combien ses effets peuvent être dramatiques.

Des expériences récentes de lutte contre la pauvreté engagées par des gouvernements dans des pays comme le Mexique ou le Brésil ont porté sur un transfert de revenus avec contreparties. Les programmes « Oportunidades » engagé au Mexique ou « Bolsa Familia » au Brésil dans les années 2000 ont consisté à donner à des familles pauvres des petites sommes de monnaie en échange de l'assiduité scolaire des enfants et d'un suivi de leur santé. Ces politiques ont coûté peu cher en termes de PIB, aux alentours de 0,4 ou 0,5 % du PIB dans le cas du Brésil. Elles n'ont donc pas pu avoir un impact négatif sur la croissance comme cela est trop souvent affirmé par les partisans de la croissance qui prônent des politiques orthodoxes visant la maîtrise de l'inflation et la réduction de la dette publique.

Les résultats de ces politiques de transferts de revenus sont cependant controversés. Selon les évaluations les plus favorables (11), Bolsa Familia aurait permis de réduire de 17% la pauvreté depuis 2001 et aurait eu un impact positif quant à la réduction du travail des enfants et à la malnutrition des enfants à la campagne (12).

Mais ces politiques de transferts des revenus avec contreparties ne s'attaquent pas plus à la racine de la pauvreté que le microcrédit : l'absence d'emplois ou des salaires trop faibles qui maintiennent les pauvres dans la misère et la précarité. Le microcrédit n'est en aucun cas un instrument qui permettrait de créer les dizaines de millions d'emplois nécessaires dans un pays comme le Brésil.

D'autres instruments de redistributions des revenus moins popularisés que Bolsa Familia ou que le

microcrédit ont été mis en œuvre, notamment l'augmentation du salaire minimum et l'accès à une retraite égale à un salaire minimum pour les personnes handicapées de plus de 65 ans et les paysans les plus pauvres. Ces mesures ont permis de jouer plus efficacement sur l'ampleur de la pauvreté alors que les instruments tels que Oportunidades ou Bolsa Familia ne font que s'attaquer à sa profondeur (13).

Contrairement aux affirmations des penseurs néolibéraux, l'État doit rester ou devenir un instrument de réduction de la pauvreté. Il doit développer des politiques sociales et des services publics pour satisfaire les demandes sociales, notamment d'éducation et de santé. Il doit impulser des politiques favorables à l'emploi et à la hausse des salaires. Les dépenses occasionnées par ces politiques en faveur des plus démunis devraient être financées par une fiscalité progressive qui impose les plus riches et une taxe sur les transactions financières.

P.-S.

Publié sur Extrême Asie

<http://daniellesabai.wordpress.com/2012/01/11/microfinance-mythes-et-realite/>

Notes

[1] Ce paragraphe est tiré d'un article écrit par Muhammad Yunus et publié dans le Monde Diplomatique : « Transgresser les préjugés économiques », décembre 1997

[2] <http://www.grameen-info.org/>

[3] Toutes les citations proviennent de l'article « Transgresser les préjugés économiques » par Muhammad Yunus, Le Monde Diplomatique, décembre 1997

[4] La microfinance en Inde. Mission Économique. Actualisation au 22 avril 2005

[5] Yunus Muhammad. "Transgresser les préjugés économiques", Le Monde Diplomatique, décembre 1997

[6] Quand la microfinance tue : vague de suicides dans l'État d'Andhra Pradesh en Inde. Solidarité internationale PCF

[7] Comane Denise. Muhammad Yunus : Prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ? CADTM. <http://www.cadtm.org/Muhammad-Yunus-Prix-Nobel-de-l>

[8] Comane Denise. Muhammad Yunus : Prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ? CADTM. <http://www.cadtm.org/Muhammad-Yunus-Prix-Nobel-de-l>

[9] The Miracle of Microfinance ? Evidence from a Randomised Evaluation. Abhijit Banerjee, Esther Duflo, Rachel Glennester et Cynthia Kinnan, May 2009.
Expanding Microentreprise Credit Access : Using Randomized Supply Decisions to Estimate the Impact in Manila. Dean Karlan and Jonathan Zinman, juillet 2009

[10] Jacquemont Stéphanie. Les promesses non tenues du microcrédit : nouvelles preuves à charge. CADTM